



Association du Comité de défense de l'hôpital public et de la maternité de Sarlat

POUR UNE CHIRURGIE PUBLIQUE A SARLAT

En mars 2013, le ministère de la Santé a lancé une large concertation à travers toute la France avec, parmi plusieurs objectifs, celui de « préparer l'hôpital aux défis de demain » et de « rénover le dialogue social » !

Malheureusement, sur le terrain, c'est le contraire qui est mis en œuvre.

Sans attendre les conclusions d'un rapport d'expertise commandité par l'Agence régionale de santé elle-même, le conseil de surveillance du centre hospitalier de Sarlat, présidé par le Maire, s'est prononcé pour la fermeture progressive de notre chirurgie conventionnelle.

Nous considérons que la suppression de ce service, pivot et indispensable à tous les autres services de soins, est un danger réel en termes de sécurité sanitaire pour les populations concernées (bassin de vie de 70 000 habitants, 1,5 million de touristes en période estivale...). Elles devront rallier l'hôpital le plus proche en une heure et demie de route minimum.

Après la fermeture de notre unité de soins continus, la fin progressive de notre chirurgie est une atteinte à notre droit fondamental et constitutionnel d'accès à la santé. Le démantèlement de notre hôpital de proximité, service public d'importance particulière en milieu rural, contribuera de surcroît à l'affaiblissement de la dynamique économique et sociale de notre territoire.

**Nous, usagers et personnels hospitaliers, exigeons que
les mesures de fermeture soient abandonnées ;
qu'une vraie concertation soit organisée avec l'ensemble des
acteurs concernés ; qu'un nouveau projet médical soit redéfini
dans le respect du pacte républicain qui impose l'égalité d'accès
aux soins pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire.**

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique. Sarlat le 11 janvier 2014

distribué le 16/1/2014